

Un rapport accablant, une DRH écartée, une entreprise à bout !

Liminaire FO • 22 octobre 2025

Un rapport indépendant accablant

La rédaction nationale de France Télévisions est en souffrance profonde.
Ce sont les conclusions sans appel du rapport indépendant de CEDAET, pour le CSE du Siège.

Inégalités flagrantes de traitement entre les journalistes.
Manque de reconnaissance voire « effacement » professionnel.
Comportements délétères & toxiques de l'encadrement.
Surcharge de travail.
Management autoritaire et climat social dégradé.
Tout y est !
S'agit-il d'une entreprise publique ou d'un régime autoritaire ??

Ce document de plus de 160 pages, fondé sur des enquêtes, une profusion de témoignages et de données internes, décrit une organisation devenue inhumaine.
La fusion France•2 / France•3, loin de créer un modèle commun, a imposé à tous un système trop hiérarchique entre les salariés, vertical, autoritaire et élitiste.

Résultat : les journalistes issus de France•2 ont bénéficié d'une présomption de compétence qui les a épargnés pour la plupart et encore, car eux aussi, pour certaines et certains, étaient et sont toujours dans un système destructeur.

Ceux de France•3, portant la trace indélébile d'une rédaction d'origine, ont été relégués.
Quant aux plus jeunes arrivés après cette fusion, ils sont la variable d'ajustement et se déclarent surexploités et déjà épuisés.
Ce rapport évoque des risques psychosociaux graves et une perte de sens généralisée.

Une DRH engagée dégelée

Et maintenant ? On pousse dehors celle qui avait relevé le défi d'analyser la situation avec ses équipes et qui entendait réparer les injustices.
Alors même que ce constat accablant appelle des mesures urgentes, la DRH de la Direction de l'Information, qui avait pris à bras-le-corps ce système organisé de maltraitance flagrante, vient d'être poussée à la porte.
Son seul tort : avoir voulu faire respecter le droit du travail, défendre les salariés et restaurer un peu d'équité.

Il n'était pas question de prise de partie pour les uns contre les autres, sa seule volonté était de rendre la direction de l'information et ses membres, journalistes, techniciens ou personnels administratifs, plus efficaces.

Sa volonté a aussi été de garantir le respect de la règle de droit.

S'en prendre à une DRH, et avec la violence que l'on connaît : « je vais tout faire pour te faire dégager » lui aurait déclaré un membre de la direction de l'info,

c'est s'en prendre à la loi, s'en prendre à l'entreprise, s'en prendre à nous tous.

C'est refuser le dialogue social et punir la volonté de réparer les injustices.

C'est nier la mission essentielle de toute direction des ressources humaines : protéger, écouter, équilibrer.

Quand une DRH est punie pour avoir voulu faire son travail, c'est le Code du travail lui-même qu'on maltraite ! Et tout le monde derrière.

Quand protéger les salariés devient un motif d'exclusion, c'est toute la notion de service public qui vacille.

Ce qui se passe à l'information vaut pour toute l'entreprise

L'Information n'est malheureusement pas un cas isolé.

Ailleurs dans l'entreprise, on retrouve les mêmes méthodes toxiques : pression, isolement, mépris des compétences, carrières bloquées.

Combien de souffrances faudra-t-il encore ?

Combien de talents et de compétences écartés alors qu'ils ne demandent qu'à s'exprimer avec exigence et fierté ?

Combien de mérite piétiné et non récompensé ?

Tout ça pour ça, alors que nos emplois sont en danger !

Un management brutal avec quel résultat ?

Un risque de faillite ou de dissolution pure et simple de l'entreprise comme l'a alerté la Cour des Comptes ?

Des audiences que les campagnes de réalité alternatives menées par la direction n'arriveront pas à transformer de préoccupantes en positives ?

Et pour finir, nos emplois, à nous tous, menacés.

Déjà attaqué de toute part, le service public ne peut briller sur la souffrance de celles et ceux qui le font vivre.

FO exige la reconnaissance du rapport CEDAET et la mise en œuvre immédiate de ses préconisations.

FO demande pour toutes les directions de l'entreprise, une réforme d'ampleur.

Respect humain, valorisation des compétences et du mérite, protection de celles et ceux qui défendent le droit du travail, une prévention réelle des risques psychosociaux et un management fondé sur la transparence, la confiance et la justice sociale.

Assez de mépris, assez de souffrance. Il est temps de rétablir la dignité, la justice et le sens du travail à France Télévisions.